

## **AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES**

### **MARCHÉ DE SERVICES D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE**

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)**

Marché n° 2025/M001

## SOMMAIRE

|   |    |
|---|----|
| 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....                    | 3  |
| 2. DÉFINITIONS .....                              | 3  |
| 3. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ DE L'ASSURÉ.....     | 5  |
| 4. SITUATION DES RISQUES.....                     | 7  |
| 5. OBJET DE LA GARANTIE.....                      | 7  |
| 6. EXTENSIONS DE GARANTIE .....                   | 8  |
| 7. EXCLUSIONS DE GARANTIE .....                   | 9  |
| 8. MONTANT DES GARANTIES .....                    | 9  |
| 9. FRANCHISES.....                                | 10 |
| 10. APPLICATION DES GARANTIES DANS LE TEMPS ..... | 10 |
| 11. IMPUTABILITÉ.....                             | 11 |
| 12. DÉCLARATION DES SINISTRES .....               | 11 |

## 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.1.** Le Souscripteur souhaite l'établissement d'un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile.

Le présent cahier des clauses techniques particulières a pour objet de définir les conditions de garanties compatibles avec les activités du Souscripteur.

**1.2.** L'ensemble des stipulations du présent cahier des clauses techniques particulières constitue les conventions particulières du contrat. Ces stipulations dérogent à toutes les conditions d'assurance (générales, particulières, spéciales...) émises par l'Assureur dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité.

Toutefois, dans le cas où les conditions de l'Assureur comporteraient des clauses plus favorables aux intérêts de l'Assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

## 2. DÉFINITIONS

- L'**Assureur** désigne : la société d'assurance auprès de laquelle le présent marché de services d'assurance est souscrit.
- Le **Souscripteur** désigne : la personne qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage à en payer les primes, à savoir l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), sise 20 avenue de Ségur - 75007 Paris.
- L'**Assuré** désigne :
  - Le Souscripteur ;
  - La SCI Foncièrement Quartier et la SCI de l'Espace Commercial du Plateau de Haye ;
  - Le directeur général, les directeurs généraux délégués, les représentants légaux, ainsi que les personnes qu'ils se sont substituées ou qu'ils ont désignées, dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions, y compris lorsqu'ils sont en déplacement, en mission y compris à l'étranger ;
  - Les Préposés de l'Assuré, agent de la fonction publique, contractuel de droit public ou de droit privé, apprentis et stagiaires, dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions, y compris lorsqu'ils sont en déplacement, en mission ou en détachement à l'étranger, ainsi que les membres de leur famille dans les conditions définies par l'Article 6 du présent cahier des clauses techniques particulières ;

- Les stagiaires, les intérimaires, les bénévoles, les candidats à l'embauche, et toute autre personne mise à disposition ;
- Toute personne physique ou morale dont l'Assuré pourrait être tenu pour responsables dans l'exercice ou l'occasion de sa mission ;
- Les représentants du personnel, notamment le comité social d'administration, et, d'une manière générale, tout groupement ou organisme à but social, créé par le ou en faveur du personnel ;
- Tout maître d'ouvrage public ou privé pour le compte duquel les Assurés assument ces fonctions.

Les personnes physiques ou morales recevant la qualification d'Assuré au titre du présent cahier des clauses techniques particulières sont désignées collectivement les "**Assurés**".

- Le **Tiers** désigne : toute personne physique ou morale autre que l'Assuré.

Lorsque plusieurs personnes ont la qualité d'Assuré et sont juridiquement distinctes, elles sont considérées comme Tiers entre elles pour les dommages corporels, matériels et immatériels.

Les Préposés de l'Assuré, dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions, sont considérés comme Tiers pour tous les dommages autres que ceux réparés au titre des régimes sociaux dont ils dépendent relatifs aux accidents du travail et aux maladies professionnelles.

- Le **Dommege Corporel** désigne : tout préjudice physique, intellectuel ou moral subi par une personne physique.
- Le **Dommege Matériel** désigne : tout préjudice consécutif à la détérioration, la destruction, l'altération, la disparition, la déformation, ou la perte d'une chose ou d'une substance, ou d'une quelconque valeur ajoutée en rapport avec une chose ou une substance y compris tous les frais exposés pour remettre une chose ou une substance en l'état où elle se trouvait avant le sinistre, toute atteinte physique à des animaux, tout vol d'un bien quelconque.
- Le **Dommege Immatériel** désigne : tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance totale ou partielle d'un bien meuble ou immeuble ou d'un droit, de la perte d'un bénéfice, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou un bien, ou d'une perte de clientèle.

- Le **Préposé** désigne : toute personne, salariée ou non, employée à titre permanent, temporaire ou même occasionnel, qui réalise un travail, occupe une fonction ou accomplit une mission sous la direction et/ou le contrôle du Souscripteur (le commettant).

Sont inclus dans cette définition les personnels de toutes catégories, en particulier les fonctionnaires et contractuels de droit public ou privé.

- La **Réclamation** désigne : toute demande de réparation amiable ou contentieuse, formée par la victime ou ses ayants droit et adressée à l'Assureur ou l'Assuré.
- Le **Sinistre** désigne : tout dommage ou ensemble de dommages causés à des Tiers engageant la responsabilité de l'Assuré, résultant d'un même fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs Réclamations.
- La **Franchise** désigne : la part des dommages entrant dans le cadre des garanties et laissée à la charge de l'Assuré en cas de sinistre.

### 3. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ DE L'ASSURÉ

**3.1.** L'Assureur s'engage à garantir la responsabilité civile de l'Assuré pour l'ensemble des activités décrites ci-après.

Il est toutefois convenu expressément que cette liste présente un caractère indicatif et n'est pas limitative, toutes les activités relevant de l'Assuré étant réputées garanties.

**3.2.** L'ANCT est un établissement public national de l'Etat, créé par la loi n° 2019-753 du 22 juillet 2019 et son décret d'application n° 2019-1190 du 18 novembre 2019, à la suite de la fusion du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) et de l'Agence du numérique.

L'activité de l'ANCT est régie par les articles L. 1231-1 à L. 1233-6 et R. 1231-1 à D. 1233-30 du code général des collectivités territoriales.

L'objectif de l'ANCT est de renforcer la cohésion territoriale en matière d'aménagement durable en visant à réduire les inégalités, en particulier dans les territoires fragiles ou en difficulté (notamment dans les zones rurales et les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)). Elle a été mise en place pour coordonner les actions de l'Etat en faveur des territoires et pour accompagner les projets locaux.

L'ANCT s'adresse à l'ensemble des collectivités territoriales, leurs groupements et soutient les réseaux associatifs.

**Les activités de l'ANCT sont variées et de nature hybride.**

### Les principales activités de l'ANCT sont d'ordre administratif :

- pilotage et animation de dispositifs d'investissement et d'accompagnement sur des enjeux spécifiques de politiques publiques appelés des programmes d'appui nationaux territorialisés (politique de la ville, inclusion numérique, France services, Action Cœur de Ville, Village d'avenir, etc.),
- attribution de subvention,
- contractualisation avec les partenaires institutionnels, les collectivités territoriales et leurs groupements, les associations, etc.,
- réalisation de diagnostics territoriaux par l'analyse des données relatives aux dynamiques et aux disparités territoriales,
- coordination nationale des fonds européens.

Dans le cadre de conventions de cofinancement, l'ANCT est maître d'ouvrage de la réalisation d'études en ingénierie profit de collectivités publiques via un marché public à multiples lots qu'elle a passé à leur profit.

### L'ANCT a également :

- **une activité « numérique »** par la création d'outils numériques qu'elle développe, cofinance et met à disposition d'autres acteurs, notamment des collectivités. Dans ce cadre, l'ANCT traite ou est sous-traitant de données personnelles.

- **une activité « communication »** par sa présence sur des salons événementiels, en tant qu'organisateur (ex : ANCTour, NEC) ou participant (ex : stand ANCT au salon des maires).

- **une activité qualifiable d'industrielle et commerciale.** Dans ce cadre, l'ANCT adopte donc le fonctionnement d'une entreprise du secteur privé, induisant des risques pouvant être différents de ceux d'un établissement public traditionnel. Il s'agit de son activité d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux<sup>1</sup> principalement/notamment en Quartier Politique de la Ville. Cette activité se matérialise par l'acquisition de terrains, la construction en maîtrise d'ouvrage directe, l'acquisition et/ou la réhabilitation d'espaces en VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement). L'objectif est de redynamiser, exploiter les surfaces commerciales, artisanales et de services ainsi que tous les locaux implantés sur ces dernières, afin de rendre l'espace construit/réhabilité pérenne avec un équilibre budgétaire puis de le revendre, en général après un portage entre 5 à 7 ans.

L'ANCT dispose à ce jour d'une cinquantaine de centres en exploitation dont la moitié est de la propriété de l'ANCT et l'autre moitié est de la propriété de SCI constituées de l'ANCT et la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

A ce titre, les filiales de l'ANCT sont également à assurer via la responsabilité civile.

---

<sup>1</sup> cf. IV de l'article L. 1231-2 CGCT

Pour l'exécution de ses missions, l'ANCT dispose d'environ 424 agents (fonctionnaires, contractuels de droit public, salariés de droit privé, agents mis à disposition, apprentis, stagiaires), répartis dans des locaux situés dans plusieurs villes, notamment à Bordeaux, Clermont-Ferrand, Lille, Lyon, Paris et Toulouse.

Site internet : <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/>

**3.3.** L'Assureur prend acte de la déclaration de l'Assuré, reconnaît avoir été suffisamment renseigné sur ses activités et de ce fait s'engage à ne pas lui opposer une absence de déclaration ou une non dénomination quelconque.

La garantie est automatiquement étendue à tous services, y compris les services annexes qui viendraient à être créés après la signature du présent marché et à toutes personnes, tous biens et toutes activités qui viendraient à être mis à disposition ou dévolus à l'Assuré pour autant qu'il ne relève pas d'une exclusion.

En contrepartie, l'Assureur peut, à tout moment, demander au Souscripteur les renseignements appropriés sur l'évolution des risques assurés.

#### **4. SITUATION DES RISQUES**

L'activité de l'Assuré est essentiellement administrative et présente à cet égard une faible sinistralité.

Seuls deux sinistres ont été déclarés au titre de la Police en cours depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2000.

La couverture de ces deux sinistres a été confirmée par l'assureur.

Le premier sinistre concerne des dommages causés à des œuvres lors d'un salon s'étant déroulé le 7 septembre 2017. Ce sinistre a été clos le 4 avril 2023 à la suite du paiement au tiers lésé d'une indemnité de 2.600,71 € HT.

S'agissant du second sinistre, il concerne la chute d'un piéton qui a eu lieu le 4 septembre 2023 à Nîmes. Ce sinistre a impliqué une plaque d'égout sur la chaussée d'un centre commercial appartenant à l'ANCT au moment de l'accident. La victime de l'accident a engagé une procédure judiciaire, en cours, devant le Tribunal administratif de Nîmes pour rechercher la responsabilité civile de l'ANCT, demander une indemnité provisionnelle de 5.000 € et une expertise judiciaire sur son état de santé. La victime n'a pas chiffré le montant de son indemnité, qu'elle entend chiffrer à la suite de l'expertise judiciaire qu'elle a demandée.

#### **5. OBJET DE LA GARANTIE**

**5.1.** Sous la forme d'une garantie "*tous risques sauf*", et aux termes de ses conditions générales et des présentes clauses, l'Assureur garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité, dans tous les cas où elle viendrait à être recherchée, et ce :

- quelle que soit la nature de la responsabilité (délictuelle, quasi-délictuelle, contractuelle, administrative) ;
- quel que soit le fondement juridique invoqué (législation, réglementation, usage, jurisprudence française, européenne ou internationale) et le tribunal compétent (français, européen, international ou arbitral) ;
- en raison des dommages (corporels, matériels ou immatériels) causés aux Tiers ;
- dans le cadre des activités de l'Assuré.

Le présent marché a donc pour objet de garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité que celui-ci peut encourir par application du droit français, européen et international, ou encore à titre contractuel, en raison de Dommages Corporels, Matériels ou Immatériels, consécutifs ou non à des dommages et préjudices corporels ou matériels, causés à autrui du fait de son existence, de ses attributions et des activités qui sont les siennes.

**5.2.** La couverture est acquise à l'ANCT en tant que Souscripteur, au bénéfice de l'ensemble des personnes physiques ou morales visées à l'Article 2 ci-dessus.

**5.3.** Il est expressément convenu qu'en cas de clauses divergentes ou différentes entre les conditions générales et les présentes, ce sont les clauses les plus favorables à l'Assuré qui prévalent.

## 6. EXTENSIONS DE GARANTIE

**6.1.** Il est convenu entre les parties que la garantie du présent contrat comporte les extensions suivantes :

- **Faute inexcusable** : la garantie s'étend à la responsabilité encourue par l'Assuré, en cas d'accident de travail, ou de maladie professionnelle atteignant l'un de ses Préposés et résultant de sa propre faute inexcusable. Dans le cadre de cette garantie, l'Assureur procède au remboursement des sommes dont l'Assuré est redevable à l'égard de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et/ou des ayants droit, au titre des cotisations complémentaires (majoration de la rente) et au titre de l'indemnisation complémentaire à laquelle la victime est en droit de prétendre.  
En outre, l'Assureur s'engage à assumer la défense de l'Assuré dans les actions dirigées contre lui en vue d'établir sa propre faute inexcusable.
- **Faute intentionnelle** : la garantie s'étend à la responsabilité civile encourue par l'Assuré, en qualité de commettant à l'égard de l'un de ses Préposés, victime d'un dommage corporel causé par un de ses co-préposés et reconnu comme faute intentionnelle.
- **Accident de trajet** : l'Assureur garantit les recours exercés contre l'Assuré en vertu de la législation sur les accidents de trajet.



- **Evénements** : la garantie s'étend à la responsabilité encourue par l'Assuré en tant qu'organisateur ou du fait de sa participation à des œuvres, réunions, manifestations professionnelles, sportives, culturelles, sociales, jeux divers et colonies de vacances, les participants ayant la qualité d'Assurés et de Tiers entre eux.
- **Infractions** : la garantie couvre la responsabilité civile de l'Assuré en cas de vols, détournements ou escroqueries commis par les Préposés dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions, ou avec leur complicité, ou du fait de leur négligence.
- **Défense** : dans le cadre de ses activités définies à l'Article 3 et assurées par le présent marché, l'Assureur s'engage à prendre en charge tous les frais nécessaires pour défendre l'Assuré devant toute juridiction pénale, ainsi qu'en cas de poursuites pour homicide ou blessure involontaire à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle atteignant un Préposé de l'Assuré.

**6.2.** La garantie du présent contrat s'étend aux conséquences des conventions comportant transfert de responsabilité ou renonciation à recours intervenues entre l'Assuré et :

- l'Etat ;
- les établissements publics, collectivités territoriales, organismes publics ou semi-publics français ou étrangers ;
- les concessionnaires de service public y compris ceux à caractère industriel et commercial ;
- les sociétés de location et de crédit-bail ;
- les organisateurs de foires et expositions ;
- les personnes physiques ou morales mettant à sa disposition des biens ou des personnes pour l'exécution de son activité ; et
- les établissements ou entreprises voisines dans le cadre d'accords d'assistance réciproque.
- Les preneurs à bail ou par convention des biens de l'Assuré.

## **7. EXCLUSIONS DE GARANTIE**

Les exclusions de garantie sont celles des conditions générales de l'Assureur.

Ces exclusions ne sauraient avoir pour effet de vider de toute substance les garanties prévues par le présent marché.

## **8. MONTANT DES GARANTIES**

**8.1.** Les montants garantis sont ceux proposés par l'Assureur dans son offre.

En toute hypothèse, le montant de la garantie relative à la responsabilité civile tous dommages confondus ne pourra être, sauf motif dûment justifié, inférieur à 10.000.000 € par année d'assurance.

**8.2.** Pour l'indemnisation des réclamations présentées, les montants des garanties sont accordés :

- à concurrence d'un plafond annuel pour ceux exprimés par année d'assurance ; et/ou
- à concurrence d'un plafond par sinistre ou litige pour ceux exprimés par sinistre ou litige.

Ces montants s'épuisent au fur et à mesure par tout règlement d'indemnité ou de frais sans qu'ils puissent se reconstituer pendant la période de garantie.

## **9. FRANCHISES**

**9.1.** L'Assureur peut proposer une ou plusieurs franchises dans son offre.

Dans cette hypothèse, il est convenu que :

- au cas où plusieurs Assurés verraient leur responsabilité engagée pour un même sinistre, la plus haute franchise sera seule appliquée ;
- au cas où plusieurs garanties seraient mises en jeu pour un même sinistre, la plus haute des franchises sera seule appliquée.

**9.2.** Les garanties proposées par l'Assureur dans son offre peuvent également être sans franchise.

## **10. APPLICATION DES GARANTIES DANS LE TEMPS**

**10.1.** Les garanties s'appliquent de plein droit à toute Réclamation, qu'elle soit adressée à l'Assureur ou à l'Assuré, survenant pendant la période de validité du présent marché.

**10.2.** La garantie s'applique également à toute Réclamation trouvant son origine dans un dommage causé avant la prise d'effet du présent marché, à condition que :

- l'Assuré n'ait pas eu connaissance du dommage avant cette date ; et
- la première Réclamation soit formulée pendant la période de validité du marché.

**10.3.** La garantie s'applique en outre à toute Réclamation formulée après la date de cessation de la garantie, dès lors qu'elles se rattachent à un dommage survenu avant la date de cessation de la garantie et ayant déjà donné lieu à une première Réclamation avant cette date.

## **11. IMPUTABILITÉ**

**11.1.** Les périodes d'assurance auxquelles les Sinistres seront imputés seront celles au cours desquelles les dommages auront été connus de l'Assuré, à l'occasion de la réception d'une Réclamation.

**11.2.** Il est formellement convenu que l'ensemble des dommages se rattachant au même fait générateur, faisant l'objet d'une ou plusieurs Réclamations, constitue un seul et même Sinistre et sera imputé à la période d'assurance au cours de laquelle le premier événement dommageable sera connu comme étant susceptible de mettre en jeu les garanties du marché.

## **12. DÉCLARATION DES SINISTRES**

**12.1.** Le Souscripteur s'engage à déclarer les sinistres survenus dans un délai maximum proposé par le titulaire dans son offre. Ce délai ne pourra en aucun cas être inférieur à 5 jours ouvrés.

**12.2.** Ce délai commence à courir à partir de la date à laquelle le Souscripteur a eu connaissance du Sinistre, c'est-à-dire la date à laquelle il a pris connaissance de l'existence d'une Réclamation susceptible de mettre en jeu les garanties du marché.